

La confiance mise à rude épreuve

Les marchés financiers n'ignorent plus les politiques

La semaine prochaine la Banque centrale européenne devra se prononcer sur sa politique monétaire pour les prochains mois. Si la décision doit être communiquée ce jeudi, une épée de Damoclès pendra néanmoins au-dessus de l'Europe: les élections législatives en Italie.

Cet événement politique se rajoute aux problèmes européens de l'Allemagne qui n'a toujours pas signé de contrat de coalition (la décision du SPD est également attendue le 4 mars) et de la Grande-Bretagne qui prépare son départ de l'Union européenne.

L'Italie, un des pays fondateurs de l'Union européenne et troisième puissance économique de la zone euro, devra faire face à des élections dont les résultats s'annoncent très incertains. La confiance des investisseurs et des marchés financiers est, à nouveau, soumise à dure épreuve.

Si l'économie italienne a enregistré en 2017 la plus forte hausse de son produit intérieur brut (PIB) en 7 ans (1,4 %), elle reste toujours en dessous de celui de 2008 et loin derrière les 2,5 % de la zone euro sur la même période. Les raisons de cette faiblesse sont multiples mais c'est surtout l'instabilité politique qui est pointée du doigt.

De nombreux acteurs demandent des réformes drastiques afin de dynamiser le développement économique à l'intérieur du pays. Si le gouvernement de centre gauche sous l'égide de Matteo Renzi puis Paolo Gentiloni a entrepris de nombreuses actions ces dernières années, notamment en flexibilisant davantage le marché du travail et en améliorant l'imposition des entreprises, le succès reste toujours limité.

Les analystes craignent que le futur gouvernement ne puisse pas



Les analystes craignent que le futur gouvernement italien ne puisse pas poursuivre les réformes engagées, si nécessaires au pays. (PHOTO: AFP)

poursuivre les réformes engagées, si nécessaires au pays. D'autre part, la plupart des partis dans la course au pouvoir ont promis aux électeurs des baisses d'impôts farineuses qui risquent de faire exploser le déficit public ainsi que la dette (deuxième plus élevée en zone euro avec 131,6 % du PIB). Actuellement aucune majorité ne semble se profiler dans les sondages, ce qui laisse présager un scénario similaire à celui de l'Allemagne, à savoir de longues négociations et un parlement faible

au final. Le pire scénario serait une victoire du parti populiste Mouvement 5 Etoiles fondé par un humoriste contestataire, Beppe Grillo.

La victoire de ce parti ou d'une coalition euro-sceptique aurait des impacts à différents niveaux: un affaiblissement fort probable de la monnaie unique du vieux continent, un agrandissement de l'écart entre les rendements des obligations étatiques des pays périphériques par rapport à l'obligation de l'Etat allemand et une augmenta-

tion de la volatilité sur les marchés des actions. A l'inverse, l'Union européenne mise sur une grande coalition entre les familles politiques pro-européennes afin d'éviter toute paralysie qui risquerait d'affecter la confiance des marchés.

La stratégie actuelle de la BCE en matière de taux, avec une politique ultra accommodante, joue en faveur de l'Italie. Une dette encore plus élevée dans un environnement haussier des taux d'intérêts mettra en danger tout le pays.

La BCE devra intégrer l'issue encore inconnue des élections italiennes dans son équation pour la détermination de la politique monétaire en Europe. Le mandat de la Banque centrale européenne est clairement de maintenir l'inflation en-dessous des 2 %.

Pas de surchauffe de l'économie

La dernière statistique des indices des prix européens est ressortie à 1,4 % et les prévisions de l'argenter européen sont de 1,4 % pour 2018 et 1,5 % pour 2019. Mario Draghi l'a annoncé à maintes reprises: il arrêtera d'abord le rachat d'actifs avant une première hausse des taux. Ces chiffres ne montrent donc pas de surchauffe évidente de l'économie en zone euro et permettent d'affirmer que la BCE devrait arrêter comme prévu son programme de rachat vers la fin 2018 et une première hausse pourrait être attendue en 2019.

Aux Etats-Unis, la situation est différente. La Réserve Fédérale (Fed) a rehaussé les taux directeurs à cinq reprises depuis décembre 2015. Le nouveau patron de la Fed, Jerome Powell a clairement annoncé qu'il continuerait à augmenter les taux directeurs. Cependant un éventuel risque de contagion de la montée des taux américains sur les taux européens paraît encore limité. En effet, le taux de change EUR/USD atténué les écarts de rendement entre les deux plus grandes zones économiques.

Les politiques italiens qui gagneront les élections dimanche ne devraient donc pas perdre de vue cette situation (qui pourrait se tendre sur les marchés des taux) en prenant leurs futures décisions afin de ne pas mettre à risque le pays.

Mike Felten
Directeur Fortuna Banque s.c.

Microchip will Microsemi schlucken

Chandler/Aliso Viejo. Die Fusionswelle in der Chipbranche geht weiter. Der US-Halbleiterhersteller Microchip Technology will für 8,35 Milliarden US-Dollar (6,8 Milliarden Euro) seinen Rivalen Microsemi schlucken, wie die beiden Unternehmen in Chandler (Arizona) und Aliso Viejo (Kalifornien) mitteilten. Für jede Microsemi-Aktie bietet Microchip 68,78 Dollar in bar. Der Deal soll im zweiten Quartal vollzogen werden – wenn die Aktionäre von Microsemi zustimmen. Microchip stellt Chips her, die in Autos und Computer zum Einsatz kommen. Microsemi hat sich auf besonders robuste Chips spezialisiert, die auch in rauer Umgebung durchhalten – etwa in Flugzeugen und Rüstungsgütern. Der geplante Zusammenschluss ist der jüngste Deal in einer ganzen Reihe von Fusionen in der Branche. Der bisher größte davon befindet sich derzeit noch in der Schwebe: Der Chiphersteller Broadcom aus Singapur will den US-Rivalen Qualcomm kaufen. *dpa*

Atlantia kauft Anteile an Eurotunnel

Autobahnbetreiber übernimmt Luxemburger Firma mit Getlink-Beteiligung

Luxemburg. Atlantia kauft rund 15 Prozent der Kapitalanteile und 26 Prozent der Stimmrechte am Eurotunnel. Das gab das italienische Unternehmen am Freitag bekannt. Atlantia übernimmt die in Luxemburg ansässige Firma Aero 1 Global & International S.à.r.l. Sie fungiert als Anlageinstrument und wird von Fonds kontrolliert, die wiederum von Goldman Sachs Infrastructure Partners verwaltet werden. Die Luxemburger Firma besitzt insgesamt 85 170 758 Aktien der Eurotunnel-Gruppe (Getlink). Das entspricht 15,49 Prozent des Kapitals und 26,66 Prozent der Stimmrechte. Für diese Übernahme legte Atlantia 1,056 Milliarden Euro, das bedeutet 12,40 Euro pro Getlink-Aktie, auf den Tisch.

Atlantia ist im Bereich Transport und Verkehr tätig und betreibt allein in Italien mehr als 3 000 Kilometer gebührenpflichtige Straßen. Das Unternehmen ist über Tochtergesellschaften ebenfalls an Mautstraßen in mehreren anderen Ländern beteiligt.

Getlink betreibt drei Tunnel unter dem Ärmelkanal sowie zwei Terminals. Der Konzessionsvertrag läuft bis 2086. Jedes Jahr nutzen mehr als 20 Millionen Passagiere, 1,6 Millionen Lastwagen und 2,6 Millionen Autos die von Getlink betriebenen Tunnel. Laut einem Schreiben von Atlantia werden etwa 25 Prozent der zwischen

Großbritannien und Europa ausgetauschten Waren durch die Tunnel transportiert. Zudem betreibt Getlink die private Frachtzuglinie Europorte.

Im vergangenen Jahr lag der Umsatz von Getlink bei mehr als einer Milliarde Euro. Das operative Ergebnis (EBITDA) waren 526 Millionen Euro. *M.G.*



(FOTO: LW-ARCHIV)

Londoner Börse verdient 2017 prächtig

London. Die Londoner Börse hat im vergangenen Jahr die Querelen um die geplante Fusion mit der Deutschen Börse verdaut und Umsatz und Gewinne deutlich gesteigert. Dazu trugen neue Produkte, Übernahmen und ein insgesamt gutes Kapitalmarktumfeld bei. Für die weiteren Aussichten zeigte sich Interimschef und Finanzvorstand David Warren zuversichtlich. Auch die Suche nach einem neuen Vorstandsvorsitzenden komme voran. Der Umsatz stieg um 17 Prozent auf knapp 1,8 Milliarden britische Pfund (gut 2 Milliarden Euro), wie das Unternehmen am Freitag mitteilte. Das bereinigte operative Ergebnis verbesserte sich um knapp ein Fünftel auf 812 Millionen Pfund. Beide Zahlen lagen etwas unter den Erwartungen der von der Nachrichtenagentur Bloomberg befragten Analysten. Unter dem Strich verdiente die Londoner Börse mit 505 Millionen Pfund deutlich mehr als im Vorjahr, als 152 Millionen Pfund erreicht wurden. *dpa*